



PRÉFET DU JURA

# DDCSPP

**Direction Départementale de  
la Cohésion Sociale et de  
la Protection des Populations**

## 2015

En quelques lignes...

Et quelques chiffres



## Les jeunes

### Le développement du service civique

72 missions de service civique se sont déroulées en 2015.

### Le soutien au développement de projets en faveur de l'éducation populaire et de la jeunesse

*Financement État-BOP 163 « Jeunesse et vie associative » : 35 500 € — pour des projets menés dans le cadre des « contrats objectifs jeunesse » avec le conseil départemental: accompagnement de la mobilité, réseau des intervenants éducatifs jeunesse.*

*- pour des projets menés dans le cadre des mesures CIEC (conseil interministériel pour l'égalité et la citoyenneté)*

*+ 17 postes FONJEP qui font l'objet d'une évaluation triennale plus poussée pour leur renouvellement*

*+ accompagnement des projets associatifs et des projets de jeunes.*

### La protection des mineurs en Accueils Collectifs à Caractère Éducatif

648 accueils sont déclarés se dérouler dans le Jura.

Il faut y ajouter les « mini-camps » (au plus 4 nuits) en provenance des départements limitrophes

Parmi ces 648 accueils, 171 accueils de loisirs (sans hébergement) et 355 séjours de vacances (colos en dur, camps fixes ou itinérant..)

### *Action de l'État-DDCSPP :*

*29 contrôles in situ*

*281 journées-stagiaires sur 21 thèmes de formation*

*Accompagnement des collectivités pour l'élaboration des Projets éducatifs territoriaux (PEdT) dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires ( au 31/12/2015, 81 PEdT couvraient 93% des écoles du Jura)*

### La formation aux métiers de l'animation

135 diplômes BAFA délivrés

189 certificats de sessions de formation générale BAFA et 120 de formation d'approfondissement BAFA validés; depuis le 1er octobre 2015, la direction régionale valide ces stages.

199 stages pratiques BAFA et 45 stages pratiques BAFD validés



## La protection des majeurs

### Le financement des mesures de protection des majeurs

- 1 service de mandataires judiciaires à la protection des majeurs
- 4 mandataires judiciaires exerçant à titre individuel

*Financement État-BOP 304 « Actions en faveur des populations vulnérables » : 1 235 729 €*

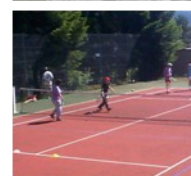


## La politique de la ville

### Le soutien aux initiatives locales

96 subventions pour la mise en œuvre d'actions dans les quartiers dans les domaines de l'accès à l'emploi et du développement économique, de la réussite éducative, de l'amélioration du cadre de vie, de l'accès aux soins et à la santé, du développement du lien social, de l'accès à la culture, de la prévention de la délinquance et de la prévention et la lutte contre les discriminations

*Financement État- ACSé: 487 812 €*



## Le développement du sport pour tous

### Le soutien aux projets sportifs

*Soutien financier : CNDS*

*Le CNDS est une agence qui a une commission territoriale. La DDCSPP instruit depuis 2014 uniquement les dossiers des clubs sportifs, sur la base d'un « dossier commun » avec le Conseil départemental*

*Financement État- Centre national de Développement du sport : 545. 600 € pour 120 projets*

### La protection des usagers

*Contrôles sur pièce et sur place :*

*906 éducateurs sportifs recensés en 2015 comme exerçant dans le Jura. Depuis 2015, ils peuvent se télédéclarer.*

*→ 56 lieux de pratique sportive ont été contrôlés.*

*Participation aux commissions d'homologation de circuit et plus de 130 avis donnés au préfet sur des demandes d'autorisation de manifestations sportives.*

# L'hébergement et le logement

## L'accueil, l'hébergement et l'insertion

Dispositif	Nombre de places
Hébergement d'Urgence (HU)	115
Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (HUDA)	55
Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS)	93
Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA)	250
Logement temporaire	203
Maison Relais/Résidence Accueil	69

La capacité en CADA a doublé en 2015 (de 120 à 250 places)

*Financement État-BOP 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » : 3 482 634 €*

*BOP 303 « Immigration et Asile » : 2 505 383 €*

## L'insertion des personnes en situation de handicap

### Le soutien financier à la Maison Départementale des Personnes Handicapées

Subvention annuelle au titre du fonctionnement : 364 750 €

Autres actions : 23 542 €

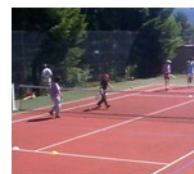
*Financement État- BOP 157 « handicap et dépendance » : 388 292 €*

## Secrétariat de la Commission Départementale d'Aide Sociale (CDAS)

La CDAS juge, en premier ressort, des litiges relatifs à de nombreuses prestations sociales

*22 dossiers déposés (4 dossiers d'aide sociale départementale, 18 dossier relatifs à la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) ou à l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS)).*

*21 recours effectivement introduits.*



## Secrétariat du Comité Médical et de la Commission de Réforme

*Action de l'État-DDCSPP :*

*771 dossiers instruits par le comité médical, 305 dossiers par la commission de réforme (traitement des dossiers d'accident de service ou de trajet, de maladie professionnelle, de retraite pour invalidité des agents de la fonction publiques d'Etat et de la fonction publique hospitalière; les collectivités territoriales ont repris la gestion de leurs dossiers en 2015).*



*Égalité entre les femmes et les hommes*

Actions en matière d'information des droits des femmes, d'égalité professionnelle, d'accueil, d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violence, de lutte contre la prostitution



## La protection du consommateur

501 dossiers, enquêtes ou informations délivrées aux consommateurs et professionnels, ont été ouverts pour traitement au titre de l'année 2015, dont 41 enquêtes nationales déclinées sur un ou plusieurs trimestres voire l'année.

Ces enquêtes nationales portent sur les produits alimentaires (49%), les produits industriels (16%), les prestations de service (25%) et les contrôles transversaux (OFA, OVN et OVI)

### A titre illustratif :

La mise en œuvre de **plans de contrôles en application de la réglementation européenne** portant notamment sur les prix des médicaments, les promotions et soldes, la filière biologique, les produits cosmétiques, l'immobilier, la sécurité des jouets, les aires de jeux, les UV...

*Action de l'État-DDCSPP : 13 enquêtes nationales mises en œuvre dans le Jura*

Les **contrôles dans les établissements de production ou d'importation** visant à s'assurer de la conformité à la réglementation des produits alimentaires et industriels lors de leur première mise sur le marché : **secteurs des meubles, des jouets, viandes, vins, bières, fromages, miels, farines**

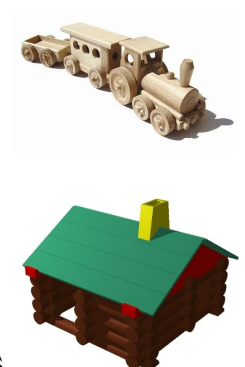
*Action de l'État-DDCSPP : 14 entreprises suivies*

La mise en œuvre des **enquêtes relatives à la protection économique des consommateurs, la loyauté des transactions et la sécurité des consommateurs (hors plans de surveillance et de contrôles) :**

- 3 enquêtes **transversales** : OFA, OVN et OIV, à des temps forts de consommation
- sécurité** : notamment, des lits et chaises pour enfants, des scies sauteuses, des équipements de protection individuelle pour sports nautiques et escalades, équipements sportifs de plein air, aires de jeux
- protection économique et loyauté** : notamment, contrôle des allégations nutritionnelles et de santé sur les denrées alimentaires, contrôle des allégations environnementales, étiquetage et composition des fromages, qualité des miels, qualité des merguez, prix des prestations d'auro écoles, prix des carburants, pratiques commerciales des agents immobiliers, transport privés de moins de 10 personnes, lutte contre l'économie souterraine

*Action de l'État-DDCSPP : 558 visites d'établissements*

*22 dossiers contentieux, 28 injonctions administratives et 17 mises en demeure..*





## Le traitement des réclamations des consommateurs

La DDCSPP assure un accueil, physique et téléphonique, des consommateurs et répond aux demandes d'information en matière de consommation, reçues par courrier ou par courriel, émanant de professionnels ou de consommateurs.

*Action de l'État-DDCSPP :*

*112 accueils à la permanence « consommateurs », téléphoniques et physiques, consommateurs ou professionnels*

*237 dossiers d'information suite à des demandes par courrier ou courriel ont été traités*

La mise en œuvre de **plans d'inspection en matière de sécurité sanitaire des aliments** dans les établissements de production alimentaire agréés, notamment abattoirs, établissements de la filière laitière, dans les établissements de restauration collective et commerciale.

*Action de l'État-DDCSPP : 235 inspections*

**La gestion d'alertes sanitaires** liées à la présence de germes pathogènes dangereux dans les produits alimentaires.

*Action de l'État-DDCSPP :*

*gestion de 17 alertes alimentaires concernant essentiellement des produits laitiers (salmonelles, listerias).*

**La gestion de 6 TIAC** (Toxi Infections Alimentaires Collectives)

La mise en œuvre des **plans nationaux de surveillance et de contrôle de la contamination des denrées animales** et des produits destinés à l'alimentation animale.

*Action de l'État-DDCSPP : 408 prélèvements dans le cadre des plans de prélèvements et de contrôles (abattoirs, élevages, entreprises et GMS alimentaires, fabricants d'alimentation pour animaux); 5442 prélèvements en abattoirs pour la recherche de trichines.*

Les opérations de contrôle en matière d'export des denrées alimentaires d'origine animale et pour des aliments ne contenant pas de denrées animales

*Action de l'État-DDCSPP : 1644 certificats délivrés (fromages au lait cru, fromages fondus, charcuteries, boyaux, miel, sous produits)*



## La surveillance sanitaire des élevages :

La surveillance épidémiologique des cheptels joue un rôle essentiel en termes de protection de la santé publique (risque de contamination humaine, par les animaux ou leurs produits), de santé animale (risque de mortalité ou de chute de production, économique (risque de perte du statut sanitaire de notre pays et baisse des exportations)).

Les élevages concernés dans le Jura:

**1 500 élevages bovins, 600 élevages ovins et caprins, 90 élevages de porcs**

*210 établissements détenant des animaux de compagnie (fourrières, refuges, pensions, élevages ou points de vente de chiens et chats, centres équestres)*

Les résultats observés en 2015 :

60 alertes (signalements de symptômes ou lésions évocateurs de maladies, tests ou résultats d'analyses défavorables, liens avec des élevages infectés), toutes infirmées à l'issue des investigations menées par la DDCSPP;

**Les contrôles de conditionnalité des aides dans le cadre de la politique agricole commune:**

*Action de l'État-DDCSPP : 177 inspections :*

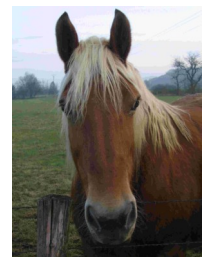
- *contrôles de l'identification des animaux (toutes espèces d'animaux de rente)*
- *contrôles « paquet hygiène » en élevage*
- *contrôles protection animale (toutes espèces d'animaux de rente)*

**Les plans de surveillance et plans de contrôle des élevages:**

*Actions de l'État-DDCSPP : 81 prélèvements*

Les opérations de **contrôle en matière d'échanges et exportation d'animaux vivants** (toutes espèces) **et de leurs produits** (semences, embryons).

*Action de l'État-DDCSPP : 484 certificats*



**Les contrôles en matière d'installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**

- **Établissements soumis à autorisation : 2 abattoirs et 14 élevages**

3 élevages bovins, 1 élevage porcin, 3 élevages de volailles, 5 piscicultures, 1 chenil, 1 établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

- **Établissements soumis à enregistrement : 16 élevages**
- **Établissements soumis à déclaration : 1 installation de méthanisation et 543 élevages**

*Action de l'État-DDCSPP : 17 contrôles dont 6 en ICPE autorisée et 11 en ICPE déclarée.*